

ANDRÉ BABEAU

Problèmes de mesure du patrimoine des ménages

Journal de la société statistique de Paris, tome 116 (1975), p. 96-104

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1975__116__96_0

© Société de statistique de Paris, 1975, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATIONS

PROBLÈMES DE MESURE DU PATRIMOINE DES MÉNAGES

(Communication faite le 17 décembre 1974 devant la Société de statistique de Paris)

After the author has given a definition of households' property, he looks upon the problems met when traditional assets are assessed. He then applies the definition to items which do not appear directly as assets.

Nachdem er das Erbgut des Ehepaare beschrieben hat, untersucht der Verfasser die Probleme hinsichtlich einer Messung der ererbten Aktiva. Er erweitert dann diese Definition auf Elemente, die man nicht sofort als Aktiva bezeichnen kann.

De façon générale, en économie, la théorie du capital paraît déjà moins développée que celle de la production ou de la répartition. Dans la vaste catégorie du capital, le patrimoine des ménages a longtemps manqué à peu près totalement de statut scientifique.

Au niveau des politiques économiques, un même désintérêt peut être constaté : presque toute l'attention est polarisée par la croissance des flux. Celle des stocks n'est prise en considération que pour autant qu'il s'agit de capital productif. Le capital des consommateurs est bien le grand délaissé...

Il y a certes de nombreuses raisons à cette carence théorique et à cette attitude politique : le patrimoine des ménages était sans doute jadis très concentré et relativement peu important par rapport à ce qu'il est actuellement; encore aujourd'hui les revenus du capital ne constituent qu'une fraction assez faible des ressources des ménages; le temps passé, sous diverses formes, par les individus, à la gestion de leur patrimoine ne doit représenter en moyenne qu'une partie modeste de leur activité (exception faite évidemment des entrepreneurs individuels). A la limite, on peut vivre sans capital, mais non sans revenu, sauf à épuiser son capital.

On a pu croire effectivement un moment que le rôle du patrimoine dans les comportements des individus des pays occidentaux perdait beaucoup de son importance. Telle ne semble pas être cependant la leçon que l'on peut tirer de l'observation des dix ou quinze dernières années dans un pays comme la France. Le calcul économique de l'agent « ménage » a eu tendance à se généraliser dans le cadre de véritables stratégies patrimoniales qui vont de l'évasion fiscale (souvent légale) à des décisions d'endettement très concertées. Il en résulte que les responsables politiques ne peuvent plus ignorer la croissance du patrimoine des ménages et les modalités de son accumulation. Ni les causes, ni les conséquences de l'infla-

tion actuelle ne peuvent sans doute être correctement cernées sans faire référence aux comportements patrimoniaux. Quant à une éventuelle taxe sur les fortunes, ou seulement sur les plus-values, il est clair que la question de son assiette n'est pas la moindre des difficultés qu'elle soulève.

Nous commencerons, comme il se doit, par tenter de définir le patrimoine avant d'envisager les problèmes posés par la mesure des actifs traditionnels. Nous évoquerons ensuite la possibilité d'une extension de la notion à des éléments qui ne se présentent pas directement sous la forme d'actifs. Enfin, nous terminerons par quelques réflexions sur les patrimoines nets.

1. DÉFINITION DU PATRIMOINE DES MÉNAGES

1.1. *Patrimoine humain et non humain*

Même si l'on ne souhaite traiter à titre principal que de ce qu'il est convenu d'appeler le *patrimoine non humain*, il est difficile de ne pas faire dès le départ allusion au *patrimoine humain* sous peine de voir celui-ci prendre ultérieurement une revanche subreptice.

On sait le rôle que joue le capital humain chez les économistes de l'éducation ou dans la construction d'un Milton Friedman. Dans la théorie du cycle de vie de Modigliani et Brumberg, le consommateur individuel maximise très classiquement son utilité sous contrainte des ressources disponibles; celles-ci sont constituées par la somme du revenu courant, des revenus futurs actualisés — mais à quel taux? — et de son actif net. Le dernier terme de la somme correspond évidemment au *patrimoine non humain* et les deux premiers, au *patrimoine humain*. Au cours du cycle de vie, comme l'on sait, le patrimoine humain se transforme progressivement en patrimoine non humain. A l'orée de la vie économique, la fameuse phrase de Jean Bodin : « Il n'est richesse ni force que d'hommes » est parfaitement adaptée. A la veille de sa disparition, les ressources de l'individu ne sont souvent plus guère constituées que de patrimoine non humain : le capital est du travail accumulé, du travail mort.

Naturellement le clivage entre les deux catégories de patrimoine, simple en théorie, est sensiblement plus délicate à préciser dans nombre de cas concrets. Est donc souhaitable une définition un peu plus opérationnelle du patrimoine non humain.

1.2. *Le contenu du patrimoine non humain*

Pour s'en tenir aux grandes distinctions de la théorie économique, la possession d'un patrimoine par les ménages ressortit en principe à la *répartition* et non au domaine de la *production*, encore que, comme on le sait, dans le cas des professions indépendantes, il est parfois difficile de faire le départ entre l'une et l'autre.

Dans une optique de répartition, les auteurs retiennent en général du patrimoine une définition à forte coloration juridique. Pour R. Barre par exemple, le patrimoine est « un ensemble de droits de disposition portant sur certaines valeurs qui procurent à leurs titulaires des revenus sans travail actuel ». Nous nous en tiendrons dans un premier temps à cette définition sans nous cacher qu'elle recouvre en fait une multitude de droits qui, comme le disait dès 1921 R. H. Tawney, n'ont « rien en commun si ce n'est qu'ils sont

exercés par des personnes et garantis par l'État. Mais à part ces caractéristiques formelles, ils peuvent varier presque indéfiniment du point de vue de leur signification économique, de leur rôle social et de leur justification morale (1) ».

Ils peuvent ainsi être *réels* au sens étymologique du terme, comme les meubles meublants, ou *incorporels* comme un brevet. Ils peuvent encore être *conditionnels* comme dans le cas de l'assurance sur la vie, ou *certaines* comme une encaisse monétaire; à *échéance éloignée* comme pour les pensions de retraite ou *immédiats* quand il s'agit de droits dont le propriétaire a déjà la disposition; *temporaires* dans le cas de droits d'auteur ou *permanents* comme la propriété des immeubles; enfin *personnels* et presque *intimes* dans le cas des vêtements ou de livres, *abstrait* et fort *lointains* s'il est question de titres d'une société peu connue.

Toutes ces distinctions se combinent évidemment entre elles pour donner un nombre assez impressionnant de situations différentes qui conduira à presque autant de problèmes distincts de mesure. Il faut également signaler que les limites juridiques de ces droits peuvent évidemment varier dans le temps : si la propriété privée comporte encore de nos jours ses trois caractéristiques principales : droit au revenu, usage du capital, possibilité de transmission, il est clair que la conception romaine du *jus utendi et abutendi* ne correspond plus guère à notre situation.

En matière de définition du patrimoine nous ne prendrons pas, au départ, une position maximaliste : commençons par envisager les éléments traditionnels du patrimoine des ménages.

2. ÉVALUATION DES COMPOSANTES TRADITIONNELLES DU CAPITAL

2.1. Un choix contingent

Si la définition doit conduire à la mesure, tout ce qui vient d'être dit est évidemment encore très insuffisant. Mais avant d'envisager, cas par cas, les principaux actifs patrimoniaux, il n'est peut-être pas inutile de situer les uns par rapport aux autres, les différentes solutions que l'on peut trouver dans la littérature économique. Je n'étonnerai personne en disant qu'elles paraissent se regrouper autour de deux pôles, celui de la valeur-coût et celui de la valeur-utilité. Cette observation ne vaut naturellement pas seulement pour le patrimoine des ménages, mais aussi pour celui d'autres agents comme les entreprises. D'un côté, on se tourne vers le *passé*, on s'intéresse surtout au patrimoine réel : celui-ci vaut ce qu'il en a coûté de l'obtenir et peut-être, selon certains, ce coût devra-t-il être évalué en travail. De l'autre, on se tourne vers l'*avenir* : le patrimoine ne vaut que par les services qu'il rendra, il est égal à la valeur présente des flux futurs de revenus. La notion de prix dual en programmation linéaire se rattache plutôt à cette deuxième conception.

Au risque de décevoir, je ne prendrai pas partie ce soir dans cette nouvelle querelle des anciens et des modernes où quelques modernes commencent peut-être à dater, cependant que certains anciens paraissent recouvrer une nouvelle jeunesse. Je ne sous-estime pas l'importance du débat et la portée des conséquences qui pourraient en découler; mais il s'agit ici d'évoquer surtout quelques règles acceptables d'évaluation des actifs patrimoniaux. Ces règles ont certainement un caractère très contingent.

Nous retiendrons comme référence, au moins pour les actifs traditionnels, la *valeur de mobilisation* d'un actif. J. R. Hicks n'écrit-il pas : « La valeur d'un capital, du point de vue

1. TAWNEY R. H., *The Acquisitive Society*, Bell and Sons, 1921, chap. 10.

de la distribution personnelle, c'est sa valeur de réalisation » (Conférence à All Souls College, Oxford, The measurement of Capital, Communication à l'Institut international de statistique, Londres, septembre 1969). Nous écarterons l'expression valeur de liquidation car elle a un sens tout à fait précis en matière d'évaluation d'entreprise. La « valeur de mobilisation » — dans un délai raisonnable, variable avec l'actif considéré — est bien, croyons-nous, la référence qui convient : c'est le montant sur lequel peut compter la famille en cas de difficulté; c'est celui sur lequel seront en principe calculés les droits de succession. C'est donc certainement cette valeur qui est susceptible d'influencer les comportements du ménage — par exemple en matière de consommation. Mais j'admets que, par l'intermédiaire du marché, elle est fortement dépendante des institutions de la société, sans qu'on sache d'ailleurs toujours très clairement si ces marchés prennent en considération plutôt le *passé* ou plutôt l'*avenir*.

On laissera de côté les encaisses monétaires et quasi monétaires qui certes posent des problèmes de *collecte de l'information* (on commence seulement maintenant à isoler les dépôts des ménages aux comptes chèques postaux), mais ne soulèvent pas de difficulté en ce qui a trait à la mesure. Il n'en est pas de même pour une catégorie d'actif telle que l'immobilier.

2.2. Évaluation des immeubles

La règle énoncée ci-dessus conduit évidemment à retenir ici, non pas la valeur d'achat du bien mais sa valeur de revente, qu'il s'agisse d'une mesure au niveau d'un patrimoine individuel, du patrimoine d'un groupe de ménages, ou même de l'ensemble des ménages.

Le cas de l'évaluation des patrimoines individuels se présente dans les enquêtes directes auprès des ménages : la déclaration (demandée dans l'enquête I. N. S. E. E. de 1967-1969) d'une valeur maximum de vente et d'une valeur minimum, pour retenir finalement la moyenne entre les deux extrêmes, paraît raisonnable pour évaluer un actif dont la mobilisation n'est qu'éventuelle. Elle semble préférable à l'utilisation d'une valeur de recensement plus ou moins ancienne, comme celle qui a été choisie dans certaines enquêtes étrangères (voir enquête de 1969 en R. F. A.).

Dans l'établissement au niveau de la nation de comptes patrimoniaux des ménages, d'autres problèmes surgissent, notamment celui d'une décomposition en indice de volume et indice de prix des actifs, par exemple dans la ligne des tentatives faites par Jorgenson aux États-Unis. Rares sont les pays possédant un indice de prix de l'immobilier qui soit significatif. La première difficulté rencontrée, même si l'on ne vise que l'obtention d'un indice unique pour une catégorie d'actifs, vaut non seulement pour l'immobilier, mais également pour les autres éléments du patrimoine : contrairement au flux qui entrent dans le produit, et qui font l'objet d'une transaction sur la période étudiée, seule *une petite fraction des stocks patrimoniaux* est échangée au cours d'une période d'enregistrement telle que l'année. Au demeurant, en toute rigueur, une comptabilité patrimoniale établie à une date précise (le 31 décembre 1974) devrait retenir non pas un prix moyen observé sur une période, mais le prix instantané à la date choisie. Même si l'on écarte cette exigence, il reste qu'il n'est pas évident que l'évolution des prix sur les marchés de l'immobilier soit représentative de celle des prix des stocks qui n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de la période.

Lors de l'établissement de comptes patrimoniaux de ménages par catégories socio-professionnelle ou par région, on saisit mieux une seconde difficulté majeure, elle aussi valable pour l'immobilier mais également pour de nombreux actifs : c'est l'*extrême hétérogénéité* à l'intérieur de catégories d'actifs que l'on pouvait croire homogènes. Les biens et services

composant le produit national sont certes nombreux, mais leur diversité peut finalement être maîtrisée. Dans le cas des actifs patrimoniaux, la diversité est dans certains cas à peu près infinie : de par sa date de construction, sa localisation, quelquefois sa seule élévation au-dessus du sol (cas des appartements), un bien immobilier constitue un actif réductible à aucun autre. Il est clair dans ces conditions qu'un indice unique de prix n'est pas *a priori* recevable pour mesurer l'évolution de la valeur unitaire des actifs au niveau de groupes de ménages. Pour les prix à la consommation des différentes C. S. P., des travaux de l'I. N. S. E. E. ont montré que les évolutions semblaient assez proches les unes des autres, mais nous n'avons aucun élément concernant l'évolution des prix des actifs par C. S. P. Les indices départementaux portant sur les biens immobiliers paraissent manifester des décalages assez importants.

2.3. Les portefeuilles de valeurs mobilières et l'évaluation de l'entreprise individuelle

En ce qui concerne les valeurs mobilières, les deux difficultés qui viennent d'être signalées se retrouvent avec des modalités un peu différentes. Pour les *valeurs cotées*, c'est évidemment la valeur boursière qui constitue la bonne référence, la valeur nominale n'ayant pas grande signification; les cours journaliers peuvent être aisément obtenus, mais les problèmes apparaissent en raison de l'*hétérogénéité des portefeuilles*; les indices généraux de titres à revenu variable ou à revenu fixe ne peuvent donc être utilisés comme indices de prix. Il faut construire des indices fondés sur la connaissance directe des portefeuilles. La difficulté majeure est alors de recueillir cette information; on sait les sous-déclarations qui caractérisent les enquêtes de ce type auprès des ménages. Pour les portefeuilles déposés auprès d'intermédiaires financiers, il est peut-être possible d'obtenir néanmoins une connaissance statistique assez détaillée de la composition des portefeuilles. Mais pour ceux qui sont conservés à domicile ou en coffre-forts (portefeuilles minoritaires en valeur mais non négligeables en effectif), le problème reste entier.

Les *valeurs non cotées* autres que les titres de Sicav constituent un sérieux écueil : il n'est guère possible de les évaluer sans référence à un rapport d'expertise sur l'entreprise concernée. A défaut d'étude de réévaluation, on pourra dans certains cas se contenter de « dire d'experts » plus intuitifs. Mais la sagesse consistera peut-être à les écarter dans une première phase d'évaluation du patrimoine des ménages, encore que la difficulté ici rencontrée ne soit pas différente par nature de celle que l'on trouve en évaluant le *patrimoine des indépendants*.

On sait que cette évaluation est particulièrement délicate en raison de l'existence d'un *patrimoine domestique* et d'un *patrimoine professionnel*. La tendance de la comptabilité nationale française est à la fusion des deux fonctions du ménage : ainsi l'épargne de l'entreprise individuelle est épargne du ménage. La tendance en République fédérale allemande est au contraire à distinguer : l'enquête sur les patrimoines en 1969 s'est efforcée de saisir chez les indépendants les seuls biens patrimoniaux domestiques. Mais même dans ce cas, le problème n'en demeure pas moins de la fixation d'une valeur pour l'entreprise individuelle, valeur qui doit finalement entrer dans le patrimoine total du ménage propriétaire. Faut-il alors retenir simplement une évaluation séparée des différentes composantes de l'entreprise, ou bien, en pénétrant délibérément dans le domaine de la production et en reconnaissant qu'il existe une certaine complémentarité entre les actifs de production, ne vaut-il pas mieux considérer l'entreprise comme un tout à évaluer globalement par une méthode telle que celle

de la capitalisation des bénéfices attendus? La réponse sans doute devrait varier selon les types d'activité et les caractéristiques propres des différentes entreprises individuelles. Mais on voit bien qu'on ne peut éviter de rencontrer ici la question épineuse de la valorisation des éléments incorporels de l'entreprise, composantes du fonds de commerce et autres... La référence à la valeur séparée des seuls éléments tangibles de l'entreprise s'imposerait sans doute dans le cas d'une activité qui tire à sa fin sans succession possible; dans l'hypothèse d'une entreprise jeune, susceptible d'être cédée dans de bonnes conditions, la seconde solution serait vraisemblablement préférable.

Il est une catégorie d'actifs que nous avons totalement ignorée jusqu'à présent et qui pèse pourtant d'un certain poids dans le patrimoine des ménages : je veux parler des biens de consommation dits durables.

2.4. Les biens durables

Contrairement à ce qui est parfois soutenu, deux préoccupations poussent à retenir les biens durables dans le patrimoine des ménages. D'abord un souci de cohérence : depuis Léon Walras on sait que le capital comprend « de façon générale tous les biens durables, toutes les formes de richesse sociale qui ne sont pas consommées ou qui sont consommées seulement dans le long terme, toute utilité limitée qui survit au premier usage, en un mot qui sert plus d'une fois ⁽¹⁾ ». Le second souci est un souci de réalisme : les biens durables autres que le logement donnent ou du moins peuvent donner lieu eux aussi à des comportements patrimoniaux de type classique incluant par exemple le calcul de la dépréciation et une stratégie — peut-être plus ou moins avisée — de l'endettement.

Au départ, il convient sans doute de n'éliminer *a priori* aucun type de biens durables : meubles, équipements électro-ménagers, moyens de transport, etc. On s'apercevra alors que ces biens peuvent représenter une part très importante des patrimoines de certaines catégories de ménages. Encore faut-il s'entendre sur les évaluations à retenir; pour être fidèle au principe énoncé ci-dessus, c'est sans doute la valeur sur un éventuel *marché de l'occasion* qui devrait être choisie. Mais peut-on postuler pour tous les biens durables l'existence de tels marchés? Il serait en tout cas abusif de retenir une valeur de remplacement, telle que celle qui est parfois déclarée dans les contrats d'assurances vol ou incendie. La plupart des biens durables, à la différence des autres actifs qui sont susceptibles d'enregistrer des plus-values, se déprécient normalement avec le temps et l'évaluation doit évidemment tenir compte de cette caractéristique, quitte à remplacer l'évaluation défailante sur un marché de l'occasion par des règles de dépréciation forcément assez grossières.

Avant d'envisager une éventuelle extension conceptuelle du patrimoine, on ne peut évidemment passer totalement sous silence la détention par les particuliers d'œuvres d'art, mobiliers d'époque, bijoux et or : les français ont la réputation de ne pas mépriser ce type de placements. Je me bornerai sur ce point à deux remarques : la première est que cette catégorie est encore très hétérogène; à côté de biens dont la détention présente un caractère éminemment *spéculatif* figurent des actifs mobiliers qui sont des actifs de famille dont la valeur marchande est peut-être souvent inférieure à la valeur *affective*. La seconde remarque est que l'ensemble de ces biens pose peut-être moins, à proprement parler, des problèmes de mesure que des problèmes de connaissance de la détention d'autant plus aigus, comme l'on peut le penser, que l'actif détenu est plus spéculatif.

1. WALRAS L., *Éléments d'économie politique pure*, 1926, p. 177.



3. VERS UNE EXTENSION DE LA NOTION DE PATRIMOINE ?

Pour apprécier correctement la capacité d'épargne des ménages, E. Lisle recommandait, il y a quelques années, de faire appel à une notion d'*épargne élargie* : les dépenses d'assurances-vie (autres que les assurances à fonds perdus qui relèvent à l'évidence de la consommation) sont déjà recensées dans la comptabilité nationale comme un emploi de l'épargne; peut-être faudrait-il aussi réintégrer dans l'épargne les versements effectués au titre des retraites, qu'il s'agisse du régime général ou des régimes complémentaires. Enfin les versements au titre de l'assurance-maladie, de l'assurance-chômage ne constituent-ils pas des substituts à la constitution d'encaisses liquides (et donc d'épargne) qu'auraient réalisées les ménages si l'assurance n'existait pas ?

Si l'on retenait cette notion d'*épargne élargie*, il serait évidemment normal de retrouver dans le patrimoine l'équivalent de cet élargissement.

Celui-ci doit susciter deux observations : la première est que nous sommes en train de quitter progressivement le domaine du *patrimoine non humain* pour pénétrer dans celui du *patrimoine humain* : le montant de la retraite par exemple dépend des traitements et salaires perçus pendant la vie active et donc de ce qu'on appelle le patrimoine humain. La seconde observation est que, dans ce cas, même s'il y a bien un droit (à la retraite, au travail, à la santé), ce droit n'est pas de même nature que les droits de propriété qui composaient le patrimoine traditionnel; en particulier, il s'agit le plus souvent de droits éventuels et futurs ne comportant que *peu ou pas de possibilité de mobilisation immédiate*. Les difficultés d'évaluation s'en trouvent donc accrues.

On comprendra alors que nous ne suivions qu'avec une certaine prudence ceux qui souhaiteraient finalement que l'on repère l'ensemble de la richesse d'un individu à un moment donné par un nombre unique — le *patrimoine permanent* — incluant le patrimoine non humain (actifs traditionnels) et la totalité du patrimoine humain (soit la valeur actualisée des flux de revenus attendus qui ne proviennent pas du capital).

3.1. L'assurance-vie

Les modalités de l'assurance-vie sont fort diverses et il n'est évidemment pas possible de descendre dans le détail. Au niveau de l'individu, deux limites peuvent être envisagées pour servir de référence à une valeur en capital du contrat souscrit : une limite basse qui est ce que les assureurs appellent, je crois, la « valeur de rachat »; une limite haute qui est le montant de l'indemnité versée en cas de survenance de l'aléa. Ni l'une, ni l'autre ne me paraissent acceptables. La première qui serait pourtant conforme à la « valeur de mobilisation », parce que la rupture du contrat est en fait assez exceptionnelle et que les règles de fixation de la valeur de rachat aboutissent sans doute à sous-estimer l'effort d'épargne réalisée par le souscripteur; la seconde, parce que la créance de l'assuré sur l'indemnité convenue n'est qu'une créance aléatoire et à échéance plus ou moins éloignée. Peut-être pourrait-on alors songer, pour obtenir une estimation convenable, à calculer *l'équivalent certain de la créance aléatoire*, qui ne serait d'ailleurs rien d'autre qu'une espérance mathématique actualisée? Il y a évidemment là un traitement un peu lourd, mais sans doute nécessaire, de l'information de base recueillie auprès des individus.

Si l'on quitte le niveau individuel pour aborder celui de l'ensemble des ménages, le problème se simplifie peut-être et l'on pourrait sans doute retenir comme valeur globale

de la créance des particuliers le montant des *réserves mathématiques* dont l'accroissement est considéré en comptabilité nationale comme un élément de l'épargne des ménages.

3.2. Les retraites légales ou complémentaires

Si l'on admet — ainsi que le font des auteurs anglais comme Atkinson, ou américains comme Bach et Stephenson — la nécessité d'inclure dans le patrimoine un capital traduisant les *droits à la retraite* d'un individu, les difficultés soulevées ne sont finalement pas très différentes de celles qui concernent l'assurance-vie. Que les régimes de retraite utilisent en France la méthode de la répartition et non celle de la capitalisation ne semble rien changer aux droits de l'individu; simplement à l'épargne individuelle ne correspond pas l'apparition d'une capacité de financement pour l'ensemble de l'économie. Compte tenu de la diversité des régimes de retraites légales et complémentaires, il est extrêmement difficile de proposer une solution qui ait valeur générale. Mais on peut penser que pour chaque cas, une solution actuarielle doit être trouvée, qui tienne compte des particularités des régimes et du nombre d'années de cotisation, c'est-à-dire du montant réel de l'épargne constituée.

Si l'on veut se convaincre de l'importance relative des créances d'assurance-vie et des droits à la retraite dans l'ensemble du patrimoine des ménages, on peut avancer, pour la Grande-Bretagne en 1966 d'après un calcul fait par Atkinson, le montant de 20,6 milliards de livres sur un patrimoine total des particuliers de 121,7 milliards de livres, soit donc un peu plus d'un sixième, et près des deux tiers de la valeur du patrimoine détenu sous forme d'immeubles ou de biens fonciers. Selon ce même auteur, le montant des droits correspondant à l'assurance-maladie ou à l'assurance-chômage serait d'une bien moindre importance et c'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas. Aux États-Unis l'ensemble des droits à la retraite atteindraient, selon Feldstein, le tiers du patrimoine non humain des ménages.

La somme des éléments traditionnels et éventuellement moins traditionnels qui viennent d'être passés en revue traduit la valeur du *patrimoine brut*; le passage au *patrimoine net* est peut-être un peu plus délicat qu'on ne croit *a priori*.

4. LE PASSAGE AU PATRIMOINE NET

Le calcul de l'actif net qui, en comptabilité d'entreprise, fait abstraction des échéances différentes des emprunts paraît de plus en plus contesté. Pour le patrimoine des ménages, le problème est compliqué encore du fait que l'on ne sait pas toujours, dans les enquêtes, sur quoi porte l'information possédée : *montant du capital emprunté* et non encore remboursé ou bien *sommes des remboursements* restant à effectuer (y compris les intérêts)? Compte tenu du poids de ces derniers, surtout en début de remboursement, utiliser le deuxième montant revient à faire apparaître assez fréquemment des *patrimoines nets négatifs* qui ne sont peut-être pas très justifiés. Un premier problème consiste à savoir si le flux d'intérêts doit apparaître dans l'endettement; en fait le paiement des intérêts au moment où il intervient correspond à la rémunération d'un service et donc à une consommation planifiée comme il en existe d'autres (par exemple : le loyer pour les locataires) qu'on ne songe pas à faire figurer au passif du ménage. La déduction du patrimoine brut du capital restant dû aurait, d'autre part, pour inconvénient de ne pas tenir compte de la durée totale de l'emprunt. Enfin le calcul du flux actualisé de remboursements du capital conduirait sans doute à sous-estimer la dette réelle du ménage, surtout quand on se trouve en début de période de remboursement,

puisque le montant des remboursements en capital est important en fin de période et qu'il serait alors fortement gommé par le facteur d'actualisation. Entre ces différentes solutions, on pourrait cependant envisager un compromis constituant une mesure acceptable de l'endettement.

*
* *

Finalement, nous avons bien conscience d'avoir peut-être quelque peu élargi le sujet annoncé : il n'a évidemment pas été possible de traiter des problèmes de mesure du patrimoine des ménages sans évoquer d'abord ceux que pose actuellement sa définition. De ce point de vue, la tendance est de plus en plus à faire figurer, à côté des éléments traditionnels du patrimoine, les équivalents monétaires du « patrimoine humain » pour aboutir à un *patrimoine permanent*. Cette évolution ne me paraît pas confinée à l'évaluation du capital des ménages : dans les expertises d'entreprise, on sait quelle importance on attache désormais à certains éléments incorporels et à la « valeur » de l'équipe dirigeante ou de la force de vente. Dans le cas du patrimoine des ménages, cette évolution pourrait, semble-t-il, aller assez loin : car pourquoi convertir en équivalents monétaires les droits à la retraite et ne pas faire de même pour des revenus du travail qui, en raison de la spécificité de certains statuts, seraient pratiquement assurés sur une très longue période? On assisterait ainsi à une *intégration totale du patrimoine humain* au sein du patrimoine élargi. Pourquoi d'autre part ne pas tenir également compte au niveau d'un ménage des « espérances » en matière d'héritage. Elles aussi sont susceptibles d'influencer les comportements! On aurait alors, non plus le clivage entre patrimoine humain et non humain, mais d'un côté le *patrimoine permanent* (ce qui ne veut pas forcément dire constant), de l'autre, tout ce qui, dans les ressources, est *inattendu*.

Victor Hugo disait que la politique consiste à savoir la quantité de futur que l'on peut introduire dans le présent. La définition élargie du patrimoine nous amène à nous demander quels éléments du patrimoine humain (tournés vers le futur) on peut raisonnablement juxtaposer au patrimoine non humain qui est la cristallisation du passé dans le présent. Les réponses varieront certainement en fonction de l'utilisation que l'on voudra faire du patrimoine : s'il s'agit d'une variable dont on veut repérer l'influence sur les comportements, une conception extensive sera sans doute préférable. Pour des utilisations particulières (transmission héréditaire, imposition), des notions plus restreintes seront retenues : ainsi, dans leurs premières réflexions à propos de la taxe sur les fortunes, nos voisins britanniques, s'ils écartent délibérément les retraites, semblent inclure dans l'assiette, à côté des éléments traditionnels du patrimoine, l'épargne des contrats d'assurance-vie, la valeur des licences et les droits de reproduction. Voilà qui pose déjà quelques amusants problèmes de mesure et promet sans doute une cascade de litiges. Quant au projet français de taxation généralisée des plus-values, à ce jour du 17 décembre 1974, rien n'a encore filtré en ce qui concerne la nature et la définition des plus-values qui seraient frappées.

André BABEAU

Professeur à l'Université de Paris-X

Secrétaire général

du Centre de recherche économique sur l'épargne (C. R. E. P.)